

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 710 / Mai 2022

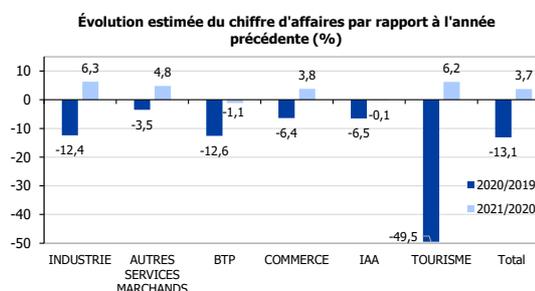
L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE EN 2021

SOUMISE À DIVERSES TENSIONS, L'ÉCONOMIE GUADELOUPÉENNE PEINE À RETROUVER SON RYTHME NORMAL

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire, les indicateurs macroéconomiques de la Guadeloupe sont mieux orientés en 2021. Toutefois des tensions persistent : ajoutées à la crise sanitaire, les revendications sociales et politiques de fin d'année impactent fortement l'activité des entreprises et le moral de leurs dirigeants. Alors qu'aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2021, l'indicateur du climat des affaires (ICA) revenait progressivement vers sa moyenne de long terme, il chute au 4^{ème} trimestre de -10,7 points, principalement sous l'effet de sa composante prévisionnelle. La Guadeloupe se démarque ainsi des autres DROM, et notamment de la Martinique où l'activité redémarre avec un ICA supérieur à sa moyenne de longue période. Pour mémoire, la Guadeloupe se distinguait déjà des autres DFA en 2020, puisque son PIB avait reculé davantage : -4,9 % en volume, contre -3,9 % et -2,7 % pour la Martinique et la Guyane.

En Guadeloupe, les entreprises peinent à retrouver leurs niveaux d'avant crise et des disparités sectorielles persistent. Globalement, les professionnels interrogés par l'IEDOM font état d'une hausse de leur chiffre d'affaires en 2021, mais celle-ci ne compense pas totalement la baisse de 2020.

Afin de soutenir l'économie, un panel de mesures a été mis en place par le gouvernement depuis le début de la pandémie. Parmi celles-ci, le chômage partiel et le recours aux Prêts Garantis par l'État (PGE) continuent d'être mobilisés, mais de façon dégressive. Par ailleurs, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM indiquent mobiliser davantage le télétravail. Toutes ces mesures contribuent au maintien de l'emploi en 2021.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'année 2021 est particulièrement marquée par le retour de l'inflation à partir du second semestre, principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Une large majorité des chefs d'entreprise interrogés confirme avoir subi une hausse sensible des prix, liée au coût du fret ou au prix d'achat des marchandises.

Dans ce contexte, les indicateurs de l'investissement privé sont néanmoins plutôt bien orientés : les importations de biens intermédiaires et les ventes de ciment sont en hausse. Les résultats de l'enquête de conjoncture confirment aussi la volonté des professionnels de maintenir leur outil de production. En parallèle, la consommation des ménages montre des signes de reprise : les importations de biens de consommation durables se redressent en dépit des restrictions liées à la crise de la Covid-19.

Le commerce extérieur s'améliore également en 2021. Les importations comme les exportations (y compris sans les réexportations de produits pétroliers) sont en hausse en volume, signe de l'amorçage d'une reprise de l'activité.

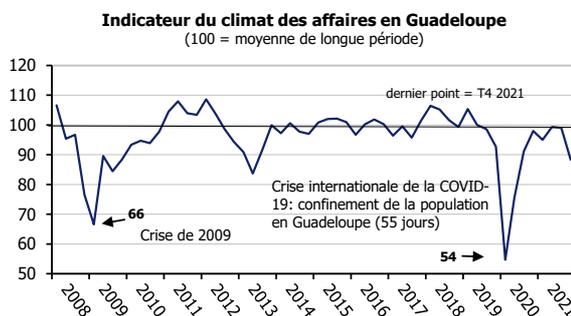
Concernant l'activité bancaire, après une année exceptionnellement dynamique en 2020 en raison de la mise en place des PGE et de la constitution d'une épargne « forcée » ou de précaution par les agents économiques, l'année 2021 retrouve un rythme de progression proche de son niveau d'avant crise sanitaire.

I – LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EST FRAGILISÉE PAR LES TROUBLES SOCIAUX DU DERNIER TRIMESTRE

1. L'ICA peine à se redresser durablement

En 2021, l'indicateur du climat des affaires (ICA) peine à se redresser au-dessus de sa moyenne de longue période. En moyenne sur l'année, l'indicateur s'établit à 95 points (79,4 points en 2020).

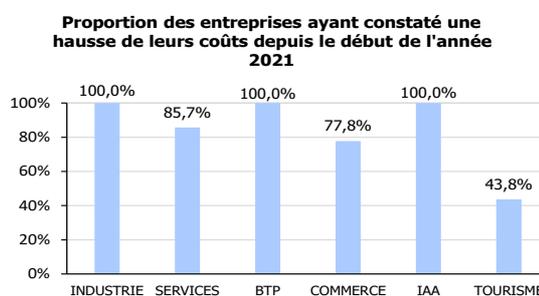
Globalement, l'activité en 2021 est mieux orientée que l'année précédente, mais au 4^{ème} trimestre elle se dégrade à nouveau en raison des tensions sociales et politiques, qui pèsent lourdement sur les anticipations des chefs d'entreprise.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

2. Les prix augmentent en 2021

Après un ralentissement de l'inflation en 2020, les prix à la consommation s'inscrivent en hausse à partir du deuxième semestre de l'année 2021 : l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente en moyenne de +1,2 % sur l'année¹ et de +3,3 % en glissement annuel à fin novembre. Presque tous les secteurs sont touchés par cette hausse (seuls les prix de l'alimentation sont restés stables). Les prix de l'énergie expliquent à eux seuls 82,6 % de l'inflation en Guadeloupe en 2021. Cette augmentation² trouve son origine dans la reprise économique mondiale post-Covid-19 : au plus fort de la crise, la production énergétique a fortement ralenti, puis l'accélération soudaine de la demande mondiale -alors que l'offre restait limitée- a provoqué une nette augmentation des cours mondiaux.



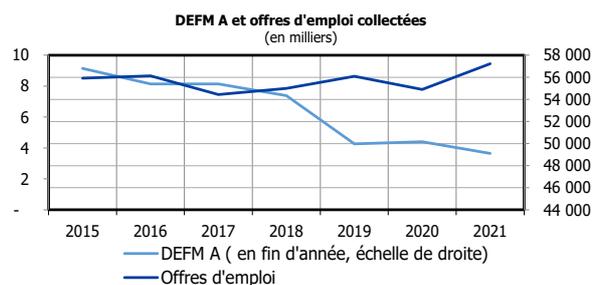
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

En parallèle, les chefs d'entreprise relèvent progressivement leurs prix. En décembre 2021, 83,9 % d'entre eux déclarent subir une hausse du prix de leurs marchandises et intrants (+10,8 % par rapport à 2020 en moyenne). Toutefois, ils sont 56,6 % à indiquer une répercussion partielle sur leurs prix de vente.

3. Le marché de l'emploi résiste grâce aux mesures de soutien de l'État

En dépit de la crise sanitaire, le marché de l'emploi se maintient : à fin décembre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) baisse (-2,1 % après +0,4 % un an plus tôt). Parallèlement, le nombre moyen d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi en Guadeloupe augmente de +21,5 % en 2021 (contre -10,5 % en 2020).

Depuis le premier confinement, les entreprises mobilisent largement le chômage partiel (50,7 millions d'euros d'indemnités demandées en 2021, soit 196,6 millions d'euros d'indemnités demandées depuis mars 2020 et mobilisées par un tiers des entreprises locales), même si le recours à ce dispositif ralentit en 2021. Dans ce contexte, la masse salariale et les effectifs salariés augmentent (respectivement +9,4 % et + 4,0 %, après -6,0 % et -1,0 % en 2020).



Source : DIECCTE, Pôle Emploi

4. La consommation des ménages est mieux orientée

Après une forte contraction de la consommation des ménages en 2020, les indicateurs repartent à la hausse en 2021. Sur l'année, les importations de biens de consommation durables augmentent de +31,1 % en valeur et

¹ En raison du contexte sanitaire, les relevés de prix nécessaires au calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC) ont uniquement été réalisés au cours des mois du premier trimestre et aux mois d'avril, juillet et novembre. La moyenne annuelle du taux de croissance de l'IPC en Guadeloupe tient compte uniquement de l'évolution des prix au cours des mois suivants.

² Le poste énergie a progressé de 24,9 % en glissement annuel au mois de novembre.

+21,1 % en volume et atteignent des niveaux supérieurs à ceux enregistrés avant la crise. Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs repart à la hausse en 2021 (+14,0 %, après -34,1 % en 2020).

Pour leur part, les importations de biens de consommation non durables augmentent en valeur sur l'année (+3,8 % en 2021). Toutefois, cette augmentation est tirée par la hausse des prix puisque, en volume, ces importations se réduisent de -6,5 %. Cette baisse s'explique principalement par la réduction des importations de produits issus des industries agroalimentaires (-6,4 %).

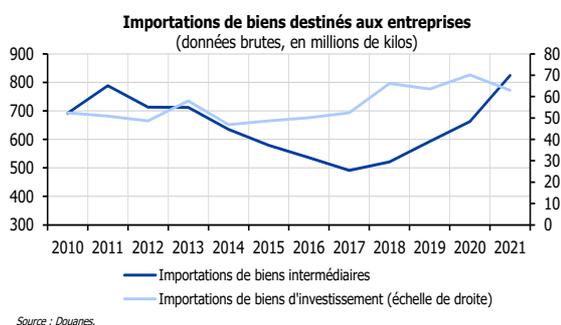
En 2021, les professionnels du secteur du commerce interrogés par l'IEDOM font état d'une dégradation de l'activité au cours des deux derniers trimestres de l'année en raison des contraintes sanitaires et des troubles à l'ordre public de fin d'année. La grande distribution se distingue puisqu'elle est restée totalement ouverte en 2021 et que son activité a globalement moins souffert.

Cette reprise de la consommation des ménages se retrouve également dans l'évolution des encours de crédits à la consommation de +3,3 % sur un an (après +2,9 % l'année précédente).

5. Les chefs d'entreprise maintiennent l'outil de production

Fin 2021, la plupart des indicateurs de l'investissement sont orientés à la hausse : les importations de biens intermédiaires croissent de +14,6 % en valeur sur un an (+1,4 % en 2020) et de +24,5 % en volume. En valeur, les importations de biens d'investissement augmentent de +12,2 % sur un an (-9,5 % en 2020), alors qu'elles diminuent en volume (-10,3 %).

Les chefs d'entreprise prévoient de maintenir leurs investissements sur les douze prochains mois, tout en demeurant prudents : peu d'entre eux prévoient une extension de leur outil de production dans le contexte actuel d'incertitudes.



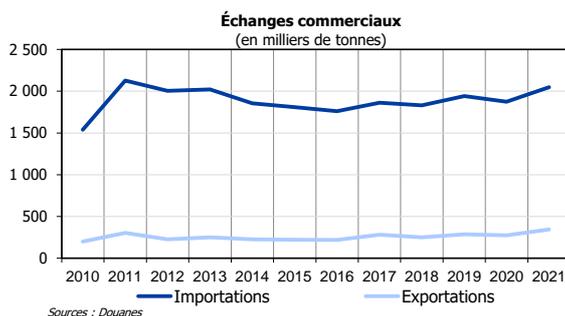
Toutefois, la tendance est différente d'un secteur à l'autre. Si le solde d'opinion des prévisions d'investissement est positif dans les secteurs primaire, du BTP, des autres industries et du commerce, les chefs d'entreprise du secteur du tourisme et des services marchands restent pessimistes dans un contexte jugé encore « très incertain ».

En parallèle, les crédits d'investissement aux entreprises retrouvent en 2021 le même rythme de progression qu'avant la crise (+6,1 %).

6. Les échanges extérieurs se redressent, mais le déficit commercial se creuse

Fin 2021, les niveaux d'importations³ sont supérieurs à ceux d'avant crise, tout comme les niveaux d'exportations⁴. Sur l'année, le déficit commercial de la Guadeloupe se creuse, en raison d'une augmentation plus rapide des importations que des exportations.

En 2021, avec la reprise de l'activité économique, les importations augmentent de +14,6 % en valeur. Cette accélération s'explique en partie par les pressions inflationnistes sur l'énergie, ainsi que sur les coûts de transport maritime à l'échelle mondiale. Toutefois, les importations en volume enregistrent aussi une hausse : +9,2 % sur l'année (-3,5 % en 2020). Parmi elles, les importations d'énergie augmentent de +3,6 % en valeur et, hors celles-ci, les importations enregistrent une hausse de +13,2 %, dépassant les niveaux importés d'avant crise.



À l'instar des importations, les exportations sont en nette hausse en 2021, de +34,1 % en valeur et +26,0 % en volume.

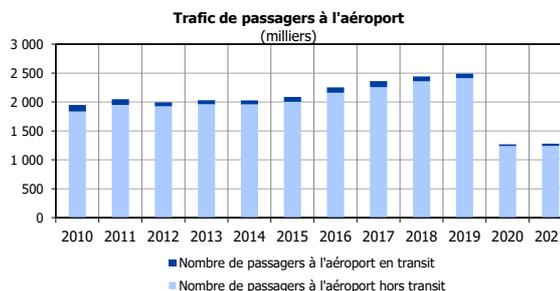
³ En valeur et en volume.

⁴ Hors énergie, les niveaux exportés en 2021 sont également supérieurs à ceux d'avant crise.

II – LES DIFFICULTÉS SECTORIELLES PERSISTENT

1. Le secteur du tourisme se relève difficilement

En 2021, l'activité touristique est encore lourdement impactée par la crise sanitaire : le trafic de passagers à l'aéroport est stable par rapport à 2020 (+0,7 %). Il représente la moitié de son niveau d'avant crise. Pour la croisière, 2021 restera une année « blanche ». En dépit d'une légère amélioration de l'activité du secteur, avec la réouverture des hôtels, les professionnels interrogés témoignent d'une trésorerie, de charges et de délais de paiement toujours dégradés. Leurs prévisions d'investissement sur 2022, bien qu'en redressement par rapport à 2020, demeurent en baisse.



Source : Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes

Au 31 décembre 2021, la branche hébergement-restauration concentre 2,2 % des crédits octroyés aux entreprises⁵, en progression de +15,2% sur un an (+19,0 % avant la crise). Parmi eux, les crédits à moyen et long terme sont particulièrement dynamiques, témoignant de la résilience du secteur et de l'accompagnement de la filière par les acteurs bancaires, avec une hausse de +36,1 % sur un an.

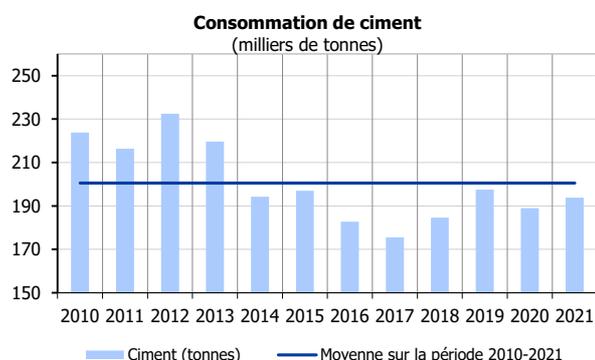
2. Les services marchands⁶ moins affectés que les autres secteurs

Une nouvelle fois, les services marchands semblent moins affectés par la crise sanitaire que les autres secteurs. Ce secteur se distingue en effet des autres puisque c'est le seul où les professionnels interrogés font état d'une hausse de leur chiffre d'affaires en 2021 qui a plus que compensé la baisse de 2020. Néanmoins, même si les prévisions d'investissement se redressent, elles sont en baisse en fin d'année 2021.

3. Reprise de l'activité en demi-teinte pour le BTP et les autres industries⁷

D'après l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité du BTP se contracte de nouveau en 2021. En fin d'année, les professionnels interrogés font état d'une trésorerie fragilisée ainsi que d'un allongement des délais de paiement. Leurs intentions d'investir sur les 12 prochains mois sont prudentes. Dans ce contexte, les effectifs salariés du secteur diminuent (-0,6 % sur un an, après -4,2 % en 2020).

Sur l'année, les ventes de ciment en volume s'inscrivent en hausse (+2,5 %, après -4,3 % en 2020). Dans le détail, les ventes de ciment en sac, plutôt utilisé pour les constructions des ménages, progressent de +6,5 % (+2,6 % en 2020). Les



Source : Ciments antillais, hors Îles du Nord.

ventes de ciment en vrac, davantage utilisé sur les grands chantiers, diminuent de -0,2 % (-8,5 % en 2020). En effet, certains chantiers ont été ralentis ou arrêtés, en raison de l'augmentation des prix et de pénuries de matériaux.

Les signaux sont aussi contrastés sur le marché de l'immobilier. Le nombre de permis de construire chute pour la troisième année consécutive (-6,5 % sur un an, après -20,1 % en 2020). Toutefois, 2 220 logements ont été mis en chantier (+24,2 % sur un an). Tous agents confondus, la croissance de l'encours de crédit à l'habitat accélère à +4,0 % en 2021, après +2,3 % en 2020. Dans le détail, l'encours des crédits à l'habitat aux ménages maintient sa progression (+4,0 % en 2021, après +3,9 % l'année précédente) et les crédits immobiliers des entreprises repartent à la hausse (+3,9 % en 2021, contre -0,8 % en 2020).

Au 31 décembre 2021, la branche de la construction concentre 3,9 % des crédits octroyés aux entreprises guadeloupéennes par les établissements bancaires et le montant des encours de crédits recensés croît de +5,8 % sur l'année. Les crédits à moyen et long terme sont particulièrement dynamiques et enregistrent une hausse de +29,1 % sur un an.

⁵ Service central des risques (SCR), Banque de France.

⁶ Hors activités touristiques.

⁷ Hors industries agroalimentaires.

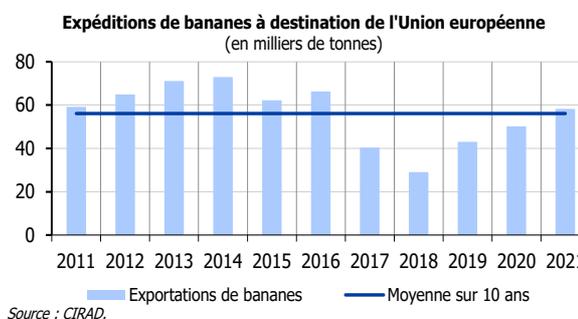
Dépendants du secteur du BTP, les chefs d'entreprise des autres industries (hors IAA) témoignent d'une amélioration de leur chiffre d'affaires en 2021, mais encore insuffisante pour compenser la baisse de 2020. Par ailleurs, leurs délais de paiement et leurs charges restent dégradés sur l'année.

4. Le secteur primaire est mieux orienté

En 2021, les exportations de produits du secteur primaire s'inscrivent en forte hausse (+15,4 % en volume) et les importations en légère baisse (-0,7 %).

Les abattages d'animaux évoluent de manière contrastée: les abattages bovins se replient de -7,7 %, tandis que les abattages porcins augmentent (+38,5 %, après -38,3 % en 2020).

La banane, principal produit agricole exporté, résiste bien à la crise sanitaire : les exportations augmentent de +16,0 % en 2021 en volume. Toutefois, les volumes expédiés restent en deçà du niveau moyen prévalant avant le passage de l'ouragan Maria (58 193 tonnes en 2021 pour 66 208 en 2016).



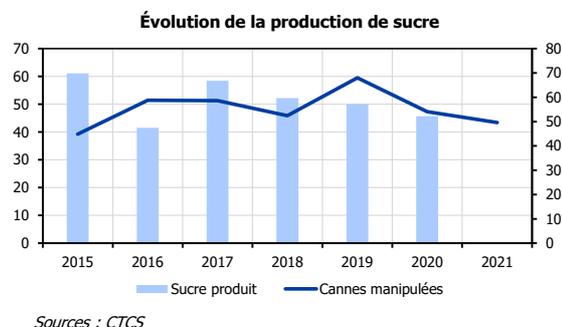
Le secteur de la pêche souffre aujourd'hui de l'augmentation des prix des carburants qui représentent environ 30 % des charges d'exploitation et des prix de vente de leur production inchangés depuis plus de dix ans, qui s'expliquent par le manque de structuration de la filière.

Au 31 décembre 2021, le secteur primaire regroupe 0,8 % des crédits octroyés aux entreprises guadeloupéennes par les établissements bancaires. Le montant des encours de crédits recensés croît de +9,1 % en 2021 (+4,4 % en 2020) et le montant des crédits à moyen et long terme augmente de +8,9 % sur un an.

5. Des conséquences mesurées pour les industries agroalimentaires (IAA)

D'après les chefs d'entreprise du secteur des industries agroalimentaires, l'ensemble des soldes d'opinion sont bien orientés, à l'exception de la trésorerie où des tensions perdurent. Les exportations des produits de IAA affichent une hausse en 2021 : +3,0 % en volume après +2,4 % en 2020. Pour leur part, les importations se contractent : -6,4 % en volume en 2021, après +4,6 % un an plus tôt.

La filière canne-sucre-rhum rencontre des difficultés en 2021 : les richesses saccharines enregistrées⁸ ne sont pas satisfaisantes et 41 000 tonnes de cannes sont restées sur pied à Marie-Galante, du fait d'un incident technique industriel. Le nombre de tonnes de cannes manipulées diminue de -8,3 % sur un an, alors que la production de sucre en Guadeloupe continentale augmente de +11,5 %⁹. Concernant le rhum, les exportations en volume sont en baisse de -2,5 % pour le rhum industriel et -0,2 % pour le rhum agricole.



⁸ Plus le taux de richesse saccharine des cannes est élevé et plus la production de sucre et/ou de rhum sera importante. Par ailleurs, la mesure de la richesse saccharine est une étape déterminante pour le revenu des planteurs, puisque le prix de la tonne de cannes est fixé sur la base de leur teneur en sucre.

⁹ Les données de Marie-Galante ne sont pas encore disponibles.

III - L'ACTIVITÉ BANCAIRE TEND À RETROUVER SON RYTHME D'AVANT CRISE

1. Une progression ralentie des encours de crédits

En 2021, l'encours de crédits poursuit sa croissance, mais plus lentement qu'en 2020. À fin décembre 2021, l'encours sain atteint 11,0 milliards d'euros (+0,5 milliard d'euros) et croît de 3,0 % sur un an (contre +12,2 % en 2020). Cette progression annuelle reste inférieure au taux de croissance annuel moyen observé entre 2011 et 2019 (+4,8 %) et souligne un ralentissement de l'activité de financement en 2021.

Les encours de crédits aux ménages (4,6 milliards d'euros) en ralentissement en 2020, suite au coup d'arrêt imposé par les mesures liées à la pandémie de COVID-19, sont bien orientés en 2021 (+3,7 %) et tendent à progressivement retrouver leur niveau de croissance d'avant crise.

L'encours sain des crédits aux **entreprises** progresse à un rythme 6 fois moins soutenu en 2021, après avoir connu une croissance historique en 2020 (+4,2 % en 2021, contre +25,2 % l'année précédente). Les entreprises demeurent les premiers emprunteurs sur la place guadeloupéenne, avec 5,0 milliards d'euros d'encours total.

Cette évolution exceptionnelle en 2020 était étroitement liée à celle des crédits d'exploitation, tirés par les PGE mis en place par le Gouvernement afin de répondre aux besoins de trésorerie des entreprises. À fin décembre 2021, 627,3 millions d'euros de PGE¹⁰ ont été accordés à 4 147 entreprises locales (dont 80,2 % parmi les très petites entreprises), soit environ 7 % du PIB guadeloupéen. Le secteur du commerce en est le principal bénéficiaire, tant en nombre qu'en montant (238,1 millions d'euros, soit 25,8 % du total).

Les crédits consentis aux **collectivités locales** en 2021 (1,0 milliard d'euros) diminuent de 4,3 % sur un an (après +1,5 % en 2020). Le repli du financement des collectivités locales témoigne de la fragilité de leur situation financière et de leur capacité à porter des investissements.

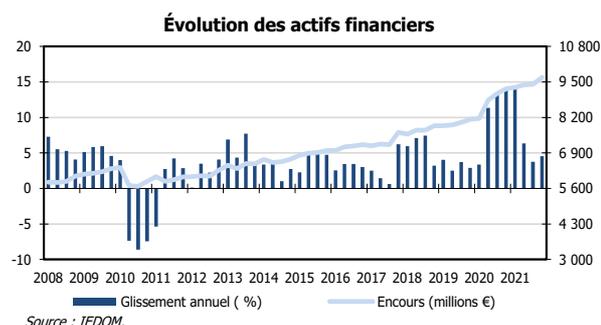
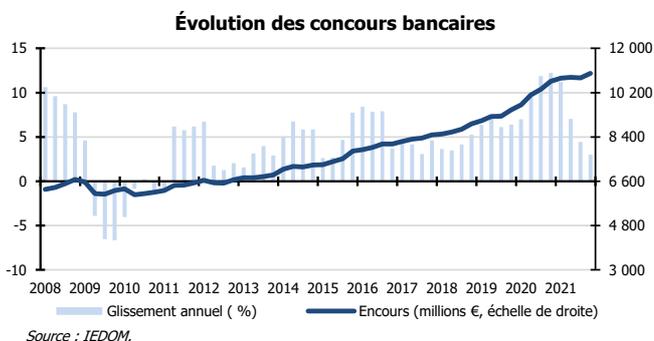
La sinistralité de la place bancaire reste, dans ce contexte, bien maîtrisée. L'encours global de créances douteuses augmente de 6,5 % pour s'établir à 449,2 millions d'euros. Le taux de créances douteuses total s'élève ainsi à 3,9 % à fin décembre 2021 (+0,1 point sur un an).

2. Une croissance plus modérée des actifs financiers

En 2021, les actifs financiers détenus par les agents économiques affichent une progression moins soutenue. À fin décembre 2021, l'encours s'établit à 9,7 milliards d'euros et s'affiche en hausse de 4,5 % sur un an (+13,8 % en 2020). Bien qu'il marque un ralentissement par rapport à l'année précédente, ce rythme de croissance se rapproche du taux de croissance annuel moyen observé entre 2011 et 2019 (+3,8 %) et témoigne là encore d'un retour à un « rythme de croisière ».

Avec 6,4 milliards d'euros d'actifs, les **ménages** sont les premiers créanciers des établissements de crédit. La croissance de leurs dépôts ralentit (+4,8 % en 2021 contre +7,3 % en 2020), impactée par le ralentissement de l'encours des dépôts à vue (+6,8 % en 2021 contre +13,7 % en 2020). En effet, face aux premières répercussions de la crise sanitaire, les ménages guadeloupéens ont eu un comportement de restriction de leur consommation en 2020, ce qui a contribué à constituer une épargne de précaution sur leurs comptes courants.

De la même façon, les avoirs des **entreprises** progressent plus lentement (+1,6 % en 2021 contre +31,9 % en 2020), pour atteindre 2,7 milliards d'euros. La dynamique impulsée par l'octroi des PGE aux entreprises en 2020 leur avait permis de constituer des réserves de trésorerie par précaution, avec une partie des PGE non consommée et à l'origine d'une croissance exceptionnelle des dépôts à vue sur cette période. Un an plus tard, dans un contexte



¹⁰ Selon une étude menée par l'IEDOM, à fin décembre 2021 et sur la base d'un échantillon, la quasi-totalité des PGE accordés a été effectivement décaissée. En Guadeloupe, la proportion de PGE remboursés dès l'issue de la première année représente 4,8 % des PGE accordés. La part des PGE prolongés représente 79,3 % des PGE accordés et parmi ces derniers, 70,4 % ont été prolongés sur la durée maximale.

sanitaire et social dégradé, les dépôts à vue des entreprises progressent moins vite que par le passé (+11,0 % en moyenne entre 2011 et 2019), mais constituent toujours un « matelas de sécurité » pour certaines entreprises.

Les actifs financiers des **autres agents** progressent à 553,9 millions d'euros (+17,0 % en 2021 après +15,3 % en 2020).

Pour l'ensemble des agents économiques, les dépôts à vue augmentent de 6,1 %, soit 4 fois moins rapidement que l'année précédente (+25,4 % en 2020). Les placements liquides et à court terme enregistrent une hausse moins soutenue (+3,0 % en 2021 après +6,3 % un an plus tôt). La collecte sur les comptes d'épargne à régime spécial se poursuit, en particulier sur les livrets ordinaires, les livrets de développement durable et les livrets A (respectivement +9,2 %, +4,6 %, et +3,3 %). L'épargne longue s'inscrit pour sa part en hausse : +3,0 % en 2021 après +2,6 % en 2020.

2022 : UNE ANNÉE DE TRANSITION

Début 2022, la dynamique inflationniste se poursuit en Guadeloupe : l'IPC augmente de +0,9 % sur un mois entre janvier et février et de +3,7 % sur un an à fin février 2022. Les prix de l'énergie sont encore en forte hausse (+20,1 % sur un an) alors que les prix de l'alimentation restent contenus à +2,1 % en glissement annuel.

Ces tensions inflationnistes, qui se sont accentuées depuis la guerre en Ukraine, font craindre de multiples tensions. Ce conflit a provoqué en effet un arrêt brutal des productions industrielles en Ukraine dont dépendent notamment certaines industries européennes, entraînant une hausse des prix ainsi que des pénuries. Au-delà des produits sidérurgiques, on assiste à une flambée des prix de l'énergie qui se répercute sur l'ensemble des chaînes de production. En outre, l'Ukraine et la Russie font partie des principaux exportateurs mondiaux de blé. Les cours alimentaires mondiaux pourraient en conséquence enregistrer des hausses comprises entre 8 % et 20 % selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

En Guadeloupe, il convient de tenir compte également des charges supplémentaires liées au fret maritime. Au niveau sectoriel, les marchés conclus dans le BTP le sont en général à prix fermes et forfaitaires. Or, les indices de révision de prix nationaux, lorsqu'ils sont prévus dans les marchés, ne prennent que partiellement en compte les hausses de prix constatées dans le département. Des discussions devraient donc être ouvertes sur les chantiers déjà conclus et pourraient aboutir à des révisions de prix ou des étalements, voire à des dénonciations de certains marchés. Le secteur du tourisme, et notamment le marché du transport aérien de passagers, pourrait aussi être impacté : inévitablement, des hausses de prix des billets d'avion et des restructurations capitalistiques sont attendues dans le secteur.

Dans ce contexte défavorable, les agents économiques guadeloupéens, dont les ménages les plus fragiles, devraient malgré tout bénéficier des mesures de protection existantes face à la hausse des prix, comme le Bouclier-Qualité-Prix (BQP) ou l'encadrement des prix des produits pétroliers. Les acteurs de la distribution ont aussi récemment pris l'engagement fort de ne pas augmenter, à ce stade, les prix des produits contenus dans le BQP. La Région a par ailleurs gelé, au regard du contexte, son projet de réforme de l'octroi de mer qui prévoyait certaines augmentations des assiettes et des taux. Enfin, la forte proportion d'emplois bénéficiant d'une prime de « vie chère » en Guadeloupe devrait permettre d'amortir globalement l'impact de ces hausses de prix sur la consommation.

L'année 2022 s'annonce donc comme une année de transition pour l'économie guadeloupéenne, avec un retour à une situation « normale » d'avant crise attendu pour 2023 d'après les acteurs économiques de la place. La Guadeloupe peut compter également sur un tissu entrepreneurial innovant qui se développe. Plusieurs pépinières d'entreprises, incubateurs et accélérateurs de startups se sont ainsi constitués sur le territoire à l'image d'Audacia, Village by CA, ou encore ZEBOX Caraïbes. Les entrepreneurs guadeloupéens sont visibles dans les salons internationaux et décrochent régulièrement des prix pour leur innovation, à l'instar des startups neLia et SMO Solar Process respectivement lauréates des concours « 10.000 startups pour changer le monde » en Guadeloupe et « Tech4Islands » en Polynésie française. En accompagnement, le secteur bancaire local, mature et bien développé, continuera à « jouer le jeu » à travers le financement de ce tissu économique dynamique, comme il l'avait fait en 2020 avec les PGE. La fin progressive des aides COVID et le début du remboursement des PGE constitueront aussi des enjeux forts pour 2022.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : K. DURAND – Rédaction : J. DIEBOLD DE MELLIS – C. CANDALEN
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : mai 2022 – Dépôt légal : mai 2022